

Kindergarten in more schools

DOUG HEMPSTEAD
Ottawa Sun

There will now be 12 schools taking part in the Ottawa Catholic School Board Early Learning Program.

Full-day kindergarten for four- and five-year-olds will also be available at St. Catherine School in Metcalfe, the board decided at its Tuesday meeting.

Kindergarten will run from 9-3:30 and be fully funded by the education ministry, effective September at the following schools: Bayshore Catholic and St. Patrick in Nepéan, Brother Andre and St. Bernard in Gloucester, St. Martin de Porres in Kanata, St. Catherine in Metcalfe, Our Lady of Wisdom in Orleans, St. Michael, Corkery in Carp, and Our Lady of Mount Carmel, St. Brigid, St. Daniel, and St. Elizabeth School in Ottawa.

In addition, three Val-

ley Catholic schools will also launch full-day kindergarten in September.

Full-day classes will be available for junior and senior kindergarten students at St. John Bosco in Barry's Bay, Holy Name in Pembroke and St. Mary's in Deep River.

The program will expand to all schools in the province by the 2015-2016 school year.

'Early start'

"By giving our kids an early start in school, we're setting them on the road to success," said Bob Schreder, chairman of the Renfrew County Catholic District School Board.

The full-day program will be optional.

In Ontario, enrolment in kindergarten is voluntary and children are only required to attend school once they turn six years old.

doug.hempstead@sunmedia.ca

Clarification

In a story published in yesterday's Sun, it should have been noted all 38 of the Conseil des écoles Centre-Est's Catholic schools offer full-time kindergarten programs. The eight schools listed will

be implementing the model specifically designed by the education ministry.

The other 30 schools will continue to offer the existing full-time model starting in September.

CECE

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Letters to the Editor

Last Updated: 13th January 2010, 4:33pm

A good system

The local French Catholic board has had "all-day learning" in place for more than a decade.

Although in some respects it is more expensive, it also saves money on transportation costs. One round-trip bus run a day, instead of two if there are morning and afternoon sessions.

Children are actually in class long enough to develop a real daily routine and accomplish something. It's a good system.

Lesley Pellerin

Orleans

(That's if you can get the kids to pay attention all day)

What's next?

Well, the demise of alternative schooling will soon be a reality and what a shame.

Meanwhile, back at the ranch, Dalton McGuinty is creating the largest babysitting program ever by having all-day classes for kindergarten!

Our self-professed education premier has bested himself once again. What's next? Possibly those smart meters will be mandated to attend night-school in order to obtain a degree.

Sinclair Campbell

Ottawa

(Would they save us more money after that schooling?)

A small price to pay

Re: "Racial profiling a powder keg, groups warn" (Jan. 12). According to Ali Mallah, the vice-president of the Canadian Arab Federation, singling out Muslim-Canadians for profiling could backfire and make people angry, leading to the radicalization of Muslim youth.

He also states racial profiling doesn't work and could make Muslims feel like second-class citizens.

I have news for him: The radicalization of Muslim youth started a long time ago, spurred on by radical imams all over the world.

As for racial profiling, Israel applies these measures at their airports and have the safest airline in the world. In terms of treating Muslims as second-class citizens if these measures go through, until imams stop spreading their radical views and terrorists like the Toronto 18 stop planning to kill us, I think it would be a small price to pay for a safe and terrorist-free Canada.

Charles Thom

Ottawa

(It's a difficult balancing act, but safety needs to be a priority)

Managing wildlife

The coyote is a nasty, dangerous animal, a born killer. Bleeding heart tree huggers choose to ignore this fact. To those who eschew reality for daydreaming, just remember the recent fatal attack on the young lady hiking the Cabot Trail.

The cull is a good thing, welcomed by all forms of life: Hikers, farmers and their animals, pets, children.

Cull is defined as a reduction of numbers, not extinction. Ecologists and naturalists must realize that wildlife in our modern milieu must be managed.

Robert Charron

Ottawa

(If a cull is needed, proper management, with specific targets, would be better)

You'll eat anything

Wednesday's poll "Would you eat roadkill?" is amusing.

It should have asked: "Given a choice, would you eat roadkill?" If you're hungry enough you'll eat anything!

Ed Larmour

Carleton Place

(Right you are)

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

MAISON MONTESSORI ACCUEILLE LE PROGRAMME TRICYCLE

Encourager le «transport actif»

ÉCOLOGIE

Par [Vincent Muller](#) – Semaine du 12 janvier au 18 janvier 2010

L'école élémentaire Maison Montessori à Toronto accueille le premier évènement du projet Tricycle le 13 janvier. Le projet, qui vise à encourager la marche et le transport actif chez les étudiants francophones des cycles élémentaire, secondaire et universitaire, a été mis au point par Écoliers actifs et en sécurité (ÉAS), volet de l'association Green Communities of Canada.

Le programme **Tricycle** a pour but de sensibiliser les jeunes francophones à l'impact du transport motorisé sur l'environnement et à présenter le transport actif comme solution viable, ceci en prenant en compte les contraintes rencontrées par les étudiants des écoles francophones.

Gabriel Sirois, coordonnateur de ÉAS explique la particularité pour ces élèves: «Les francophones sont très dispersés, les zones couvertes par les écoles francophones sont grandes donc les élèves sont obligés d'utiliser le bus pour y aller».

Plus théorique pour les francophones

De ce fait, ce projet est plutôt axé sur le théorique avec des ateliers préparant ces jeunes à la mise en œuvre de projets communautaires environnementaux en abordant notamment des questions telles que la planification urbaine et son impact sur la mobilité, l'accès aux services et les besoins de transport des citoyens.

Selon le coordonnateur francophone de ÉAS, «le transport motorisé est tellement répandu que tous les aspects de la vie – l'environnement, l'économie, la santé physique et la cohésion sociale – en sont profondément affectés».

La réponse apportée par ce projet se trouve donc dans la création d'une structure conduisant les élèves des niveaux élémentaire, secondaire et universitaire à travailler ensemble dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet environnemental.

Le leadership est assumé par les plus âgés du niveau universitaire, des étudiants en éducation du Collège Glendon, qui ont organisé des ateliers portant sur le transport actif pour des étudiants en sciences de 10^e année de l'école Étienne-Brûlé ainsi que des étudiants d'une classe d'éducation physique et santé du Collège français, également de 10^e année.

Étude des infrastructures

Ensemble, ils ont étudié les infrastructures de transport sur le campus de Glendon, participé à des discussions et travaillé à développer la structure générale des évènements qui auront lieu dans les écoles élémentaires.

Avec ceux de Glendon, les étudiants du collège français encadreront les élèves d'une classe hôte de Gabrielle-Roy et ceux d'Étienne-Brûlé feront de même avec une classe de l'école Maison Montessori pour sensibiliser les plus jeunes aux enjeux du transport et de l'environnement.

Le rôle de mentor exercé par les plus vieux auprès des plus jeunes a pour objectif d'établir une dynamique d'entraide et de développer la confiance en soi.

Par la suite, en passant dans les classes supérieures, les plus jeunes pourront jouer à leur tour le rôle de mentor

SÉISME EN HAÏTI

Michaëlle Jean particulièrement touchée par le tremblement de terre

Moments éprouvants, y compris pour la GG

HUGO DE GRANDPRÉ
La Presse

La gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, n'a pu s'empêcher de sangloter, hier, lors de deux déclarations publiques où elle a exhorté les Haïtiens au courage et loué les efforts du gouvernement Harper depuis le tremblement de terre.

«Haïtiens, Haïtiennes, nous ne devons pas perdre espoir. Nous sommes connus pour notre force et notre résilience. Nous devons nous tenir debout courageusement face à ce défi qui nous affecte encore», a-t-elle lancé en créole, la voix altérée par l'émotion, lors d'une déclaration officielle où elle se tenait seule devant les caméras.

Quelques minutes auparavant, accompagnée de membres du gouvernement fédéral, dont le premier ministre Stephen Harper, Michaëlle Jean, a raconté le supplice qu'elle avait vécu dans les dernières heures alors que les nouvelles du pays où elle est née lui parvenaient par bribes.

«La nuit a été très difficile, a-t-elle déclaré. À partir de 17 h hier, lorsque la nouvelle est tombée, on n'a pas cessé d'essayer d'entrer en contact avec les amis



Michaëlle Jean, peinait à retenir les larmes, en conférence de presse, hier, elle qui a de la famille en Haïti. La gouverneure générale a insisté sur le fait que c'est toute la communauté haïtienne qui souffre, au lendemain du séisme.

en Haïti.»

M^{me} Jean, qui est née à Port-au-Prince, a toujours de la famille là-bas. «J'ai reçu dans certains cas des nouvelles rassurantes.

Et comme plusieurs personnes, j'en attends d'autres.»

«Mon oncle, dont la santé est très fragile, est sauf. C'était la nouvelle rassurante», a-t-elle

ajouté avant d'insister: «mais vous savez, ce n'est pas à propos de moi, aujourd'hui. Je ne suis qu'une personne parmi plusieurs autres dans la commu-

nauté haïtienne.»

Elle a expliqué avoir été en contact avec des diplomates et des membres du gouvernement jusque tard dans la nuit de mardi à hier, mais parfois sans que cela soulage l'anxiété de l'attente.

« Comme une bombe atomique »

« Les images et les nouvelles qui nous parviennent sont insoutenables, a-t-elle déclaré. Toute cette détresse, toute cette souffrance, toute cette perte... Il y a aussi tout ce que nous imaginons et qu'aucune image ne peut capter, qui accroît notre sentiment d'impuissance.»

« C'est inouï. C'est comme si une bombe atomique était tombée sur Port-au-Prince.»

Elle a tout de même remercié le gouvernement Harper pour les efforts qu'il a entrepris depuis le début de la crise.

«Je vous remercie de cette mobilisation que vous faites, je vous remercie, Monsieur le premier ministre, a-t-elle lancé. Et je parle, oui, comme une enfant d'Haïti, et aussi comme gouverneure générale du Canada: j'ai été impressionnée de voir toutes les manifestations de solidarité qui sont venues de partout au pays.»

Une diplomate haïtienne a quitté l'île juste avant le séisme

« Une catastrophe ? C'est peu dire » – Nathalie Gissel-Menos



PATRICE GAUDREULT
pgaudreault@ledroit.com

«Ce que j'ai vu... Ce que j'ai entendu... Je n'ai pas de mots pour décrire, pour expliquer. Pour moi, c'est inqualifiable; innommable. Une catastrophe? Là encore, c'est peu dire.»

Chargée d'affaires de la mission diplomatique haïtienne au Canada, Nathalie Gissel-Menos a passé les deux dernières semaines auprès des siens, en Haïti. Mardi après-midi, elle est montée à bord du dernier avion d'Air Canada à quitter Port-au-Prince avant que la terre ne tremble. «C'est en touchant le sol canadien que j'ai appris qu'il y avait de gros dégâts, dit-elle. J'ai immédiatement essayé d'appeler chez moi, pour réaliser que toute communication était impossible. Haïti est entièrement coupé.»

Après 24 heures d'anxiété, M^{me} Gissel-Menos a reçu des nouvelles de sa famille, hier, par l'entremise d'Internet. «C'est un grand soulagement, dit-elle, mais un soulagement partiel.»

En poste à l'ambassade d'Haïti à Ottawa, la chargée d'affai-

res a vécu une autre journée éprouvante hier. Les membres du personnel sont très inquiets. Certains ont pu parler à leur famille. D'autres pas. «Il y en a qui pleurent, dit-elle. C'est catastrophique.»

Tôt hier matin, M^{me} Gissel-Menos s'est entretenue au téléphone avec le premier ministre Stephen Harper, qui a exprimé son «profond chagrin» face aux conséquences tragiques du tremblement de terre. «C'est un désastre d'une proportion immense. C'est plus que ça. C'est un pays où il y a déjà trop de défis et trop de problèmes», a déclaré M. Harper, l'assurant de «toute la solidarité» de la population canadienne.

La diplomate haïtienne a également eu des contacts avec le ministre fédéral des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, qui l'a informée de l'intention d'Ottawa de débloquer une aide d'urgence pouvant atteindre 5 millions\$.

«Nous avons aussi discuté de la logistique de l'acheminement d'équipements, a indiqué M. Cannon. Elle m'a assuré qu'elle communiquera ceci au gouvernement haïtien, où les moyens de communications sont encore très limités.»



Le premier ministre Stephen Harper (au centre) s'entretient avec des dignitaires et diplomates réunis, hier au ministère des Affaires étrangères, durant un briefing sur la situation en Haïti. Il est entouré de la gouverneure générale Michaëlle Jean et d'une membre de la mission diplomatique haïtienne au Canada, Nathalie Gissel-Menos.

Une épreuve sans pareil

Entre-temps, le téléphone ne dérouge pas à l'ambassade haïtienne de la rue Albert, au centre-ville d'Ottawa. Les offres d'assistance proviennent tant de la diaspora haïtienne que de la communauté canadienne. «On n'a jamais douté de cette solidarité», affirme M^{me} Gissel-Menos. Et là, ça se manifeste encore et encore. Instinctivement, tout

naturellement.»

La chargée d'affaires va constamment aux nouvelles. Elle s'attend à ce que le séisme ait fait beaucoup de morts et de blessés. Hier, le premier ministre haïtien, Jean-Max Bellerive, parlait d'au-delà de 100 000 disparus.

«Nous avons toujours été un peuple fort, souligne M^{me} Gissel-Menos, la voix soudainement tremblante. C'est une épreuve

sans pareil. Mais je sais que nous allons pouvoir passer à travers. Nous avons cette capacité, cet espoir constant qui nous anime, ce désir de s'entraider et d'aller de l'avant.»

«À la longue, poursuit-elle, peut-être qu'on aura une fois de plus une chance de reconstruire, et là d'arrêter de reconstruire, pour enfin construire une bonne fois pour toutes.»

SÉISME EN HAÏTI

EN BREF

Premières victimes canadiennes confirmées du séisme en Haïti

PORT-AU-PRINCE, HAÏTI – Une infirmière ontarienne, Yvonne Martin, est la première victime canadienne confirmée du tremblement de terre dévastateur survenu mardi après-midi, en Haïti. L'Église mennonite Brethren de Waterloo, en Ontario, a mis en ligne un hommage à M^{me} Martin sur son site Internet en précisant qu'elle était morte dans le séisme, peu après être arrivée dans le cadre d'une mission médicale. On pouvait aussi lire qu'il s'agissait de la quatrième mission d'Yvonne Martin en Haïti. L'Église évangélique du Canada avait confirmé plus tôt, dans un communiqué, qu'une infirmière faisait partie d'un groupe de sept personnes qui étaient arrivées à peine 90 minutes avant le tremblement de terre dans la capitale, Port-au-Prince. En fin de soirée, hier, on annonçait que Georges Anglade et son épouse Mireille avaient aussi péri dans le tremblement de terre.

LA PRESSE CANADIENNE

Arrivé en Haïti mardi, l'ex-ministre libéral Serge Marçil manque à l'appel

Au moins deux fonctionnaires du gouvernement du Québec œuvrant en Haïti manquaient toujours à l'appel, hier, en début de soirée. C'était aussi le cas de l'ex-ministre libéral Serge Marçil, débarqué dans le pays mardi peu avant le désastre. À l'emploi de la firme d'ingénierie SM International, M. Marçil est le conjoint de Christiane Pelchat, présidente du Conseil du statut de la femme. Son fils Olivier, un conseiller du premier ministre Jean Charest, se trouvait à son bureau en fin d'après-midi, hier, et attendait des nouvelles de son père. Olivier Marçil et son père se sont parlé pour la dernière fois il y a une semaine. Comme tout citoyen canadien ayant des membres de sa famille en Haïti, il tente d'entrer en contact avec son père. «J'ai utilisé les moyens officiels de communication et j'ai soumis une description de mon père. Maintenant, j'attends», a-t-il repris.

LA PRESSE CANADIENNE



Cette femme se débat au milieu des débris et des poussières créés par le tremblement de terre de mardi, à Haïti.

Une mission militaire de secours se prépare à partir

Ottawa envoie de l'aide en Haïti

LINA DIB

LA PRESSE CANADIENNE

Ottawa se prépare à envoyer une aide militaire pour participer aux efforts de secours en Haïti.

Le Canada a aussi annoncé une aide d'urgence qui pourra atteindre cinq millions de dollars.

Le pays a été ravagé par un important séisme, mardi.

Un petit groupe de militaires attachés à l'équipe de déploiement rapide connue sous le nom de DART est arrivé hier après-midi en Haïti. Il évaluera la situation afin qu'un contingent plus important soit déployé ensuite. Ottawa n'attend plus de demande officielle du gouvernement haïtien avant de prendre cette mesure.

Un avion C17 se tenait prêt à partir après minuit hier soir. Il pourra aussi livrer du matériel médical et un hélicoptère Griffon qui participera aux opérations de sauvetage.

Deux navires de la marine canadienne s'apprentent à appareiller aujourd'hui. Les équipages du NCSM Halifax et du NCSM Athabaskan chargent les navires avec du matériel de première nécessité au port d'Halifax. Un hélicoptère Sea King sera



Les rues de Port-au-Prince étaient impraticables, hier, après le tremblement de terre qui a secoué Haïti, mardi. Des milliers d'immeubles se sont effondrés, comme en font foi les débris laissés par l'événement d'un supermarché au cœur de la ville.

aussi déployé avec le destroyer Athabaskan.

Le gouvernement canadien a été incapable d'entrer en contact direct avec le gouvernement haïtien.

Il a fallu se contenter de la chargée d'affaires à l'ambassade haïtienne, à Ottawa, les communications avec Haïti étant très difficiles.

En point de presse, hier midi, le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, en était venu à la conclusion que l'envoi de militaires canadiens là-bas ne

peut plus attendre.

«On ne se formalisera pas à cette étape, a-t-il dit. C'est bien évident qu'il y a une nécessité et le Canada va venir en aide au peuple haïtien.»

L'argent canadien, lui, sera mis à la disposition des ONG, dont la Croix-Rouge. Il servira à fournir, entre autres, des abris d'urgence, des services médicaux, de l'eau et de la nourriture.

Hier matin, la ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, en conférence téléphonique à partir de la Bolivie, a dit attendre les premières évaluations de la situation avant de commencer à distribuer l'argent. Ces évaluations devraient venir de la Croix-Rouge et des Nations unies.

C'est d'ailleurs un Canadien qui dirigera l'opération de secours internationale de la Croix-Rouge en Haïti. En entrevue à *La Presse Canadienne*, Jean-Pierre Taschereau, qui n'en est pas à sa première mission là-bas, a dit s'attendre au pire.

«Au cours des années, à chaque réponse aux ouragans, on fait de la formation, on prépositionne des stocks d'urgence, a-t-il dit. On apprend d'une opération à l'autre, mais, cette fois-ci, c'est encore plus gros que ce qu'on avait jamais expérimenté.»

Québec promet une aide logistique rapide et considérable

LEDROIT, LE JEUDI 14 JANVIER 2010

MARTIN OUELLET

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC – Le Québec enverra des médecins, des infirmières, des pompiers et des policiers en Haïti pour porter secours aux victimes du séisme meurtrier qui a secoué le pays, mardi.

À l'aéroport Montréal-Trudeau, la sécurité civile du Québec s'apprete aussi à déployer un plan d'accueil des ressortissants canadiens coincés dans le pays, une opération similaire à celle qui avait été menée à l'été 2006 lors des troubles au Liban.

Le premier ministre Jean Cha-

rest a annoncé ces mesures, hier, à l'issue d'une longue réunion du Conseil des ministres.

«Les dernières heures ont permis de mesurer l'ampleur de la tragédie. Le Québec a toujours accompagné le peuple haïtien et nous allons continuer de le faire», a dit le premier ministre, en point de presse.

Il est difficile d'évaluer l'ampleur que prendra l'effort du gouvernement du Québec.

Pour l'heure cependant, le premier ministre préfère offrir un soutien logistique plutôt que financier.

«La première priorité, c'est de

venir en aide aux gens qui sont en détresse et c'est par les ressources humaines et les ressources matérielles que le Québec est capable de mieux contribuer. Pour les autres formes d'aide, la situation sera évaluée au fil des jours», a-t-il indiqué.

M. Charest était flanqué des ministres de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, de l'Immigration, Yolande James, et des Relations internationales, Pierre Arcand, tous mis à contribution pour coordonner l'effort humanitaire avec les autorités haïtiales.

En outre, des policiers maîtres-

chiens seront déployés sur les lieux de la catastrophe dans les prochains jours afin de participer aux opérations de recherche et de sauvetage, de même que pour maintenir l'ordre.

SQ et personnel médical

«La Sûreté du Québec fait présentement l'inventaire des effectifs qu'elle pourrait déployer rapidement, la même chose pour le SPVM à Montréal et pour d'autres corps municipaux», a indiqué le premier ministre.

Sur le plan de la santé publique, le gouvernement «est prêt à envoyer un personnel médical

francophone, médecins et infirmières, dans un hôpital de campagne sous l'égide de la Croix-Rouge internationale», a-t-il poursuivi.

Des interventions du personnel de la Régie du bâtiment, du ministère des Transports et d'Hydro-Québec sont aussi dans les plans du gouvernement afin de soutenir les efforts de reconstruction.

Au moment de la tragédie, environ 6000 ressortissants canadiens se trouvaient en Haïti. La grande majorité de ces ressortissants «auraient des liens» avec le Québec, selon M. Charest.



Tremblement de terre : Les Haïtiens d'Ottawa se mobilisent

par Georges Tamba

[Voir tous les articles de Georges Tamba](#)

Article mis en ligne le 14 janvier 2010 à 0:15

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Au lendemain du tremblement de terre d'une extrême violence qui a frappé, mardi, la capitale d'Haïti, Port-au-Prince, des organisations de femmes haïtiennes ainsi que des personnalités originaires de l'île des Grandes Antilles se mobilisaient comme un seul homme pour voler au secours des familles des victimes. L'artiste Ingrid Joseph, très connue sous le nom de Oni la sensation haïtienne, et Rachel Décoste ont annoncé une campagne de collecte de fonds pour soutenir les familles éprouvées.



Il était encore difficile, mercredi, d'établir un bilan de ce tremblement de terre suivi de plusieurs répliques. Photo : Twitter

«Cette catastrophe ne doit pas anéantir l'engagement qu'a pris le Canada pour redresser cette nation qui, malgré elle, a tant à offrir et sur laquelle repose tant d'espoir. Les familles et les proches des victimes occupent nos pensées et nos prières», a souligné Mme Décoste, une bénévole réputée dans sa communauté.

Des communautés africaines d'Ottawa se sont pour leur part dites «consternées» après le drame. Il s'agit de l'une des catastrophes majeures de l'histoire de ce pays francophone d'Amérique du Nord.

«C'est avec consternation que la Communauté camerounaise, Région de la capitale nationale, a appris la nouvelle de ce terrible séisme dévastateur. Nous exprimons notre solidarité et attachement au peuple frère d'Haïti», a déclaré à *L'Express* le président de cette communauté, Lévit-Ledoux Koloko.

«Les Camerounais estiment que nos amis haïtiens auront le courage de sortir de cette douloureuse épreuve. Notre solidarité et notre affection les accompagnent», a-t-il ajouté.

Même sentiment de compassion du côté des communautés burundaise et congolaise d'Ottawa-Gatineau. «Nous sommes consternés, touchés par le drame que vivent présentement nos frères haïtiens. Que ce moment difficile n'entame pas la détermination de ce peuple à rebâtir un pays où il fait beau vivre. Les frères congolais sont de cœur avec les Haïtiens et compatissent à leur malheur», a affirmé Justin Materania, président de la Communauté Congolaise.

Montfort veut aider

L'Hôpital Montfort a pour sa part lancé une collecte de fonds auprès de la communauté pour apporter de l'aide aux sinistrés. «On demande aux gens de faire des dons. Le Conseil des médecins et nos employés ont déjà fait des dons. Les ressources humaines vont gérer les fonds et les rediriger à la Croix-Rouge canadienne pour aider à l'achat de médicaments, de nourriture et de l'aide dont ils ont besoin», a indiqué la directrice des communications de l'Hôpital, Christine Sigouin.

«Nous avons plusieurs employés et beaucoup de nos patients qui proviennent de la communauté haïtienne. On encourage les entreprises à faire la même chose que nous et à démontrer leur appui. Nous sommes vraiment attristés par cette nouvelle épouvantable», a-t-elle ajouté.

Un programme d'aide aux employés qui ont de la famille en Haïti a également été mis en place à l'Hôpital. Les personnes intéressées à faire des dons peuvent se rendre directement sur le site de la Croix-Rouge canadienne au www.croixrouge.ca .

Il était encore difficile, mercredi, d'établir un bilan de ce tremblement de terre suivi de plusieurs répliques. Plusieurs résidents haïtiens de la région de la capitale nationale étaient toujours sans nouvelle de leurs proches.

L'épicentre de ce séisme de magnitude variant entre 7 et 7,3 a été localisé à 15km de Port-au-Prince, à une profondeur de seulement 8 km, ce qui explique l'ampleur des dégâts. De nombreux bâtiments, dont le Palais national, plusieurs ministères, le Parlement, la cathédrale, le Palais de justice, des établissements universitaires et des centres hospitaliers se sont écroulés. Plusieurs des principaux hôtels de la capitale ont également été partiellement ou totalement détruits, y compris l'hôtel Christopher qui loge le quartier général de la Mission de stabilisation des Nations unies en Haïti (Minustah), selon des témoignages.

Ce puissant séisme porte un nouveau coup à ce petit pays, le plus pauvre des Amériques, qui a déjà largement connu son lot de misère, entre crises politiques à répétition, violences et déchaînement dévastateur des éléments naturels.

Le plus fort séisme recensé au cours de la période contemporaine sur l'île d'Hispaniola, qu'Haïti partage avec la République dominicaine, s'était produit en 1946. Il était d'une magnitude de 8,1 et causa la mort de 1790 personnes. **Avec Kristina Brazeau**



Un virage majeur pour les transports en commun dans l'Est d'Ottawa

Le projet de train léger ferait de la station Blair le point central



par Patricia Lonergan

[Voir tous les articles de Patricia Lonergan](#)

Article mis en ligne le 14 janvier 2010 à 0:10

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Si le plan proposé de train léger de la ville va de l'avant, les utilisateurs du transport en commun de l'est de la ville pourraient ne plus avoir à passer par la Place d'Orléans et pourraient devoir plutôt continuer directement jusqu'à la station Blair pour sauter dans le train.

Dans une note de service de la Ville au comité des transports, les fonctionnaires municipaux notent que la station Blair serait la connexion principale avec la nouvelle ligne ferroviaire pour les services de l'est. Cela signifie que tous les circuits express et rapides actuels d'OC Transpo en provenance d'Orléans se termineraient à la station Blair, où les clients devraient transférer vers le train. Les lignes express et régulières à l'intérieur des limites d'Orléans seraient pour leur part combinées et il n'y aurait qu'une seule route en partance de chaque secteur qui se rendrait directement à la station Blair.

«Place d'Orléans serait moins un point central pour les opérations locales d'autobus qu'à l'heure actuelle», indique la note de service.

La station Place d'Orléans serait quant à elle utilisée principalement par ceux qui se dirigent vers ce secteur d'Orléans ou ceux qui utilisent le stationnement incitatif située à proximité, toujours selon la note. Le circuit 95 changerait de rôle et «opérerait aussi souvent que nécessaire pour fournir une capacité supplémentaire nécessaire» entre les stations Blair et Trim.

Le conseiller municipal d'Orléans, Bob Monette, a exprimé une certaine préoccupation au sujet des changements – en particulier celles relatives à la liaison 95 – mais il a noté qu'il est encore tôt dans le processus de planification. Il a ajouté que certains conseillers de l'est de la ville voulaient que Blair devienne la plaque tournante du transport en commun dans cette partie de la ville. En fait, ils se sont battus pour que le train léger poursuive son chemin jusqu'à Blair.

Les personnes qui se rendent au centre commercial le font pour la plupart en voiture, bien qu'il existe un certain trafic en provenance du transport en commun, a de son côté mentionné le directeur général de Place d'Orléans, Chris St-Amand. Si certaines lignes d'autobus se trouvent à contourner le centre commercial, ça ne devrait pas avoir d'impact négatif, a-t-il indiqué.

«Nous apprécions que la station soit installée ici», a-t-il dit, en notant qu'il y a toutefois un aspect négatif. Puisque le stationnement incitatif d'OC Transpo se remplit tôt le matin, ça ajoute

de la pression sur le stationnement du centre commercial. Même les espaces libérés à Trim et à Millenium ont échoué à alléger la pression, a indiqué M. St-Amand.

Même si le processus est encore au niveau des premières phases, Bob Monette a indiqué que les conseillers de l'est d'Ottawa examineront tous les impacts liés aux changements dans le système de transport en commun.

Toronto — The Canadian Press Published on Wednesday, Jan. 13, 2010 10:49PM EST Last updated on Wednesday, Jan. 13, 2010 10:50PM EST

Ontario's roughly 9,000 college instructors have given their union the green light to strike at the province's two dozen community colleges.

The Ontario Public Service Employees Union said Wednesday night that about 57 per cent of members who voted supported strike action.

The vote on whether to give their union a strike mandate came after five months of talks with the colleges broke down Dec. 15.

Ted Montgomery of the OPSEU bargaining team, which represents faculty members, said a walkout wouldn't happen for at least a month.

For the union, key issues are workload, academic freedom and management's decision in November to impose its offer on the teachers without a vote.

The colleges said in a release that their offer increases salaries by eight per cent over four years and raises the maximum salary to \$103,975.

Training, Colleges and Universities Minister John Milloy urged both sides Wednesday night to keep the best interests of 200,000 full-time students in mind and return to the bargaining table as soon as possible.

"I am very concerned that the ongoing contract dispute between faculty and Colleges has the potential to interrupt classes for thousands of Ontario students," Mr. Milloy said in a release.

Workload was also the top issue when college teachers went on strike for three weeks back in 2006, Montgomery said.

The previous contract expired Aug. 31, 2009.

The union wants a 2.5 per cent pay increase in each year of a three-year contract.

Both sides have indicated they would like to resume talks.

Mr. Montgomery said OPSEU was in touch with the mediator following the vote.

"We hope management takes it seriously and we expect they will," he said.

Dr. Rachael Donovan, the chair of the colleges' bargaining team, said the colleges will be asking OPSEU to return to the bargaining table as soon as possible to work to avoid a strike.

"We are committed to negotiating a fair, affordable and practical settlement, which ensures that our students receive the highest quality of education possible," Dr. Donovan said.

Canal opening marks 40 years of beloved winter tradition

Ottawans loved 'fantastic, groovy idea' of outdoor skating from its inception in 1971

BY ZEV SINGER, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 14, 2010 7:22 AM



The 40th year of the Rideau Canal Skateway begins Jan. 14, as the portion of the canal between Bank Street and the NAC opened to skaters. (File photo, Winterlude 2009)

Photograph by: Ashley Fraser, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

OTTAWA — In January 1971, the National Capital Commission still wasn't sure how Ottawa residents would respond to its plan to open the Rideau Canal for skating.

"We'll see what the public response is like," said J.A. MacNiven, the commission's assistant general manager of operations a week before the skateway opened for the first time.

According to the Citizen's archive, the public response was not tentative.

"They came from all sides, by car, by bus and on foot, lining up at the too few entrances to the Rideau Canal ice, and when it got too slow they simply jumped over the side," said a story published a week after the opening.

"Whereas it would be unusual, it was common place to see people walk down the streets, in groups, with skates hanging from the shoulders.

"Skating has become the 'in' thing these days."

As the canal opens this morning, at 8 a.m., it will mark the 40th year of the city's famous and beloved tradition. So well-established is the huge but annually recreated piece of infrastructure that its easy to forget just how much of a surprise it was in year one.

While the idea of clearing the ice for an official public skateway had been kicked around for years, the logistics, costs and liabilities long seemed insurmountable by the officials of the day.

As late as Dec. 21, 1970, a Citizen editorial lamented the fact that it was never going to happen.

"That durable proposal to bring outdoor skating to the Rideau Canal is a great idea. But let's face it, it's going nowhere." The editorial proposed a public rink downtown behind the Conference Centre as an alternative that might at least have some hope of fruition.

It was just one month later that NCC chairman Douglas Fullerton surprised the city by bulling ahead and getting the ice cleared and thickened. His crews used hand operated snow blowers to avoid the danger of trucks and portable pumps to flood the ice.

Then came the flood of people.

"The ice is bad in some places," a young man told the Citizen at the time. "But it's a fantastic, groovy idea that allows you to do your own thing on ice."

Over the course of four decades, the experience has certainly evolved from the minimalist beginnings. In the first year, the NCC's MacNiven told the paper the commission wasn't interested in offering frills like music or refreshments.

"Hot dog stands and that sort of thing aren't really our cup of tea."

Ottawans loved 'fantastic, groovy idea' of outdoor skating from its inception in 1971

By Zev Singer

In January 1971, the National Capital Commission still wasn't sure how Ottawa residents would respond to its plan to open the Rideau Canal for skating.

"We'll see what the public response is like," said J.A. MacNiven, the commission's assistant general manager of operations a week before the skateway opened for the first time.

According to the Citizen's archive, the public response was not tentative.

"They came from all sides, by car, by bus and on foot, lining up at the too few entrances to the Rideau Canal ice, and when it got too slow they simply jumped over the side," said a story published a week

after the opening.

“Whereas it would be unusual, it was common place to see people walk down the streets, in groups, with skates hanging from the shoulders.

“Skating has become the ‘in’ thing these days.”

As the canal opens this morning, at 8 a.m., it will mark the 40th year of the city’s famous and beloved tradition. So well-established is the huge but annually recreated piece of infrastructure that its easy to forget just how much of a surprise it was in year one.

While the idea of clearing the ice for an official public skateway had been kicked around for years, the logistics, costs and liabilities long seemed insurmountable by the officials of the day.

As late as Dec. 21, 1970, a Citizen editorial lamented the fact that it was never going to happen.

“That durable proposal to bring outdoor skating to the Rideau Canal is a great idea. But let’s face it, it’s going nowhere.” The editorial proposed a public rink downtown behind the Conference Centre as an alternative that might at least have some hope of fruition.

It was just one month later that NCC chairman Douglas Fullerton surprised the city by bulling ahead and getting the ice cleared and thickened. His crews used hand operated snow blowers to avoid the danger of trucks and portable pumps to flood the ice.

Then came the flood of people.

“The ice is bad in some places,” a young man told the Citizen at the time. “But it’s a fantastic, groovy idea that allows you to do your own thing on ice.”

Over the course of four decades, the experience has certainly evolved from the minimalist beginnings. In the first year, the NCC’s MacNiven told the paper the commission wasn’t interested in offering frills like music or refreshments.

“Hot dog stands and that sort of thing aren’t really our cup of tea.”

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

[Previous](#)

[Next](#)



The 40th year of the Rideau Canal Skateway begins Jan. 14, as the portion of the canal between Bank Street and the NAC opened to skaters. (File photo, Winterlude 2009)

Photograph by: Ashley Fraser, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen



Board trustees to debate closing second school

Parkwood Hills future uncertain

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 14, 2010

Ottawa public school board trustees have confirmed a recommendation to close McGregor Easson Public School, but it could be almost two weeks before they again debate closing a second school, Parkwood Hills.

The trustees voted Tuesday night in favour of closing McGregor Easson, a move that was not unexpected because it had been recommended by the board's volunteer Accommodation Review Committee and the board's staff.

Last week, trustees gave Parkwood Hills, another school recommended to close, an 11th-hour reprieve.

The question was to be on the table Tuesday but, as the McGregor Easson debate continued and the clock ticked towards midnight, more than 50 Parkwood Hills parents who attended expecting to learn the fate of their school groaned in unison when trustees voted to put off the debate to an unspecified date.

Although technically the decision can be made any time the board has quorum — seven out of 12 trustees — board chairwoman Cathy Curry said administrators are looking for a time and date when as many as possible will be able to meet. That date and time will be set in the next few days. It may be as late as Jan. 26, when trustees hold their next board meeting.

When the trustees meet again, it's possible some entirely new proposals will be on the table.

Many students from Parkwood Hills would be moved to Sir Winston Churchill if Parkwood Hills is closed, possibly causing overcrowding there. Trustee Riley Brockington mused that trustees might want to consider moving Grade 7 and 8 students to Merivale High School, making Merivale a school with Grades 7 through 12.

Shannon Davis-Ermuth, who has been leading the campaign to keep Parkwood Hills open, said the delay was frustrating, especially for parents who are looking to register their children for kindergarten and those who have to make school choices and child-care decisions for next year. Kindergarten registration begins Feb. 1.

Trustee John Shea said the board has to decide soon even if that means angering some parents. "It's time to make a tough decision for the betterment of this community," he said. "Are we giving grease to the squeaky wheel?"

Meanwhile, students at McGregor Easson are being redirected to the neighbouring Carleton Heights Public School for junior kindergarten to Grade 6, starting in September.

A French immersion program will also be established at Carleton Heights starting with students in Grade 4 next September and expanding to Grade 8 in subsequent years, trustees decided.

Students currently in the English program who live east of the Rideau River and within the Carleton Heights and Fielding Drive Public School attendance boundaries will be given a one-time option to remain at Carleton Heights Public School or to attend General Vanier Public School or Fielding Drive Public School.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

College teachers one step closer to strike

BY ZEV SINGER, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 14, 2010 6:53 AM

OTTAWA — Teachers at Algonquin College and 23 other colleges across the province are one step closer to striking after their members voted to give union leadership a strike mandate yesterday.

Although the mandate was endorsed by only 57 per cent of the membership, leaders of the Ontario Public Service Employees Union say a majority is what counts.

“We’ll act on behalf of what the majority of our members have said they want us to do,” said Rod Bain, an Algonquin teacher who is on the bargaining committee. “From that standpoint, it wouldn’t matter if it was 90 (per cent), we would do the same thing.”

Bain said no strike date has been set and a strike won’t happen before mid-February.

Rachael Donovan, the chair of the colleges’ bargaining team, said the colleges will be asking OPSEU to return to the bargaining table as soon as possible to work to avoid a strike.

“We are committed to negotiating a fair, affordable and practical settlement,” Donovan said.

Stuart Thomson, who is in the Algonquin journalism program, said students are worried about a disruption.

“It’s a bad situation all around,” he said. “It creates all kinds of problems

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

It's official: Catholic education director to retire

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 13, 2010

OTTAWA-The director of education at the Ottawa Catholic School Board officially announced retirement plans at a school board meeting Tuesday night.

"It has been a privilege and honour to have served this board for most of my career in education. The Ottawa Catholic School Boards is a model of teamwork and collaboration rarely seen in organizational life," said McCracken, who first announced his intention to retire in the fall.

Board chairman Gordon Butler said McCracken — who has been director of education for seven years — has been a "transformational leader" at the board, which is the region's second-largest with 80 schools about about 39,000 students. "Early in his tenure, he tasked each and every employee of the board with the responsibility of student success and faith development. He created an environment open to change, one where all staff participate in the leadership journey."

McCracken has also been active outside the school community, chairing the 2009 United Way campaign and is chairman of the Success by 6 Council, director at the Shepherds of Good Hope and president of the Catholic Education Foundation of Ottawa.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Extended-hours school care expected to run \$15-\$25 per day

BY LEE GREENBERG, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 14, 2010

It should cost parents from \$15 to \$25 per day to put their kids in extended-hours care beyond the normal school day under Ontario's new full-day learning program, provincial officials said Wednesday.

"It's going to vary by board, depending on what they're paying their employees, salaries, depending how much it's going to run the program -- like do they need supplies, snacks and so on -- and whatever the operational costs are," said Michelle Despault, a spokeswoman for Education Minister Kathleen Wynne.

Ministry officials Wednesday sent a notice out to boards asking them to begin calculating the costs of the before- and after-school care program, which will allow parents to drop their children off at school as early as 7 a.m. and pick them up as late as 6 p.m.

Costs will also depend on the public demand for the service, said Despault, with low participation leading to higher costs.

They are expecting those costs to be \$15 to \$25 per day, said Despault. The full-day learning program -- half kindergarten, half day care -- between 9 a.m. and 3:30 p.m. is free to participants.

The ministry has told boards the fees must be "reasonable and not profit-generating."

The new full-day learning program for four- and five-year-olds will be rolled out at 600 schools beginning in September. The initial rollout will cover 35,000 of roughly 240,000 eligible students. It will be fully implemented over the following five years.

Many details of the new system, including whether schools will offer daycare during PD days and holidays, and who will be eligible for subsidies, have yet to be worked out.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen